



BULLETIN DE LA CONVERGENCE DEFENSE ET DEVELOPPEMENT DES SERVICES PUBLICS

OCTOBRE 2018

SOMMAIRE

p.1: édito **p.2 et 3 :** CAP 2022 **p.4 :** Trois questions à Michel Jallamion **p. 5 :** défense de la Sécu
p.6 et 7 : Coordination nationale des hôpitaux et maternités de proximité **p.8 et 9 :** comité national poste
p.10 : actions locales **p. 11 :** La vie des comités **p. 12 :** des communes s'engagent pour la défense des SP

EDITO

Un automne des mobilisations pour faire vivre des alternatives.

Cap 2022 doit devenir le symbole de ce que le pays ne veut pas. Des campagnes d'explications s'engagent dans de nombreux départements et secteurs professionnels.

Des luttes syndicales s'engagent : ainsi le 9 octobre, qui a porté fortement la question des services publics. Le 18 octobre, les retraités manifesteront pour défendre les retraites qui font partie des dépenses publiques que le rapport Action publique 2022 veut réduire massivement. Dans le même temps, de nombreuses initiatives locales se développent avec une implication forte des collectivités.

On peut noter, à cet égard, le débat engagé à Malakoff avec les collectifs services publics, l'action engagée par le département du Val de Marne autour de la Poste avec la Convergence et les syndicats de salariés CGT et Sud. La ville de Montreuil vient de décider d'adhérer à la coordination Eau-Ile-de-France qui se bat pour une gestion publique de l'eau.

L'action convergente usagers-salariés-élus et forces politiques paie à chaque fois parce qu'elle met de la cohérence dans la construction de la mobilisation et des alternatives à construire.

Ces questions seront au cœur de la prochaine Assemblée générale de la Convergence nationale de défense et développement des services publics qui se tiendra à la maison de syndicats à Créteil dans le Val-de-Marne les 15 et 16 décembre.

A noter, un débat riche autour du service public à la fête de l'humanité le 15 septembre avec la participation de responsables de nombre d'organisation participant à la Convergence, syndicaux (CGT, FSU, Solidaires, syndicat de la psychiatrie), politiques (GENERATION-S, PG, PCF, EELV, ...), associatifs (collectif des associations citoyennes, Résistance Sociale,...).



CAP 2022

Un automne foisonnant d'initiatives contre la politique de destruction des services publics orchestrée par le gouvernement avec Action publique 2022

Cap 2022 donne la philosophie du programme néolibéral des « CAP 2022 », mélange de vieilles recettes mises en œuvre avec Thatcher en Grande Bretagne dans les années 1980 et des thèses rétrogrades développées par le patronat français depuis une trentaine d'années.

Tous les secteurs sont touchés, l'exemple de l'enseignement supérieur et de la recherche avec le constat analysé par l'intersyndicale (SNTRS-CGT, CGT-INRA, CGT FERC Sup, SNESUP-FSU, SNCS-FSU, SNEP-FSU, SUD RECHERCHE EPST, SUD EDUCATION et FO-ESR) à l'appui de l'appel au 9 octobre.

Les scandales de l'été n'ont pas entamé la volonté du gouvernement de multiplier les attaques générales contre les salariés, les retraités, les bénéficiaires des prestations sociales... Outre l'énorme chantier de casse des systèmes de retraites annoncé, le rapport du « Comité action publique 2022 » (CAP 2022) formalise toutes les attaques mises en route contre la fonction publique et ses agents.

Ce rapport, commandé par Édouard Philippe à l'automne dernier, a fuit cet été. Un comité d'une quarantaine de personnalités, dont des chefs d'entreprises, des membres de l'Institut Montaigne connu pour ses publications ultralibérales, a remis sa copie avec 22 propositions en faisant miroiter 30 milliards d'économies sur les dépenses publiques, à condition de « transformer » l'action publique. Le rapport incite l'État à se désengager là où ce n'est pas encore fait : transport ferroviaire (avec ouverture au privé), réseau de transport routier, distribution de l'énergie, logement, financement de l'Office national des forêts, sport pour tous, contrôles (sanitaires, fraudes...)... Même le financement des hôpitaux est dans le collimateur, comme si la situation n'y était pas déjà extrêmement critique ! Tous les services publics, y compris l'éducation, l'enseignement supérieur et la recherche, sont attaqués.

Concernant l'enseignement supérieur et la recherche (ESR), l'accroissement de l'autonomie des établissements, l'encadrement de leur activité par le contrat, l'augmentation de leurs ressources propres, y compris par l'augmentation des droits d'inscription, une différenciation accrue des établissements en vue de leur mise en concurrence selon une classification distinguant ceux qui ont une vocation régionale, nationale ou internationale, la dilapidation du patrimoine national avec le transfert de l'ensemble du patrimoine immobilier aux établissements, une gestion inégalitaire et une mise en concurrence des enseignants-chercheurs, tout y est !

Le rapport CAP22 précise : « La politique des formations supérieures, la stratégie nationale de recherche et la tutelle des organismes de recherche continueraient à être assurées par l'administration centrale alors que l'ensemble des autres missions seraient prises en charge par des agences ». Des agences de quelle nature ? Avec quelles missions et quel budget ? CAP22 déplore les mécanismes de financement de l'ESR : « Enfin, le système actuel de subventions de la recherche et de l'enseignement supérieur n'est pas suffisamment incitatif. En effet, les subventions publiques constituent aujourd'hui les trois quarts des ressources des universités et des organismes de recherche. Or, l'attribution de ces subventions n'est pas conditionnée à la performance, à l'atteinte d'objectifs ou de résultats ».

De quelle performance est-il question ? Celle des indicateurs des classements internationaux qui n'ont jamais rendu compte du travail réel des équipes de recherche et d'enseignement ? Des enseignants ? Ou bien celle des objectifs de réduction simultanée des moyens et du nombre de fonctionnaires ? Ou encore celle qui consiste à subordonner la recherche publique aux intérêts privés des grands groupes nationaux et européens ?

Ces grands experts en ESR précisent ce qu'ils espèrent :

- « *Piloter les universités et tous les opérateurs de l'enseignement supérieur et de la recherche par le contrat, y compris sur la question des moyens. Il s'agit de moduler le financement des opérateurs en fonction de critères clairs et évalués. Cela doit concerner à la fois les universités et les organismes de recherche.* », et pour être encore plus clair :
- « *... le financement des organismes doit davantage dépendre des résultats pour constituer une incitation à accroître la qualité de l'enseignement et de la recherche.* »

Au niveau des structures, CAP22 suggère d'accroître encore plus l'autonomie des universités. En lien avec le financement, il propose d'« *ajuster la carte des laboratoires de recherche aux domaines d'excellence des universités et des grandes écoles... les crédits de recherche doivent être alloués selon les domaines d'excellence qui auront été choisis au moment de la différenciation des laboratoires.* ». Les établissements sont donc priés de faire le ménage.

Puisque la plus grande partie des dotations aux établissements de la recherche et de l'enseignement supérieur est consacrée au financement des salaires du personnel, c'est leur statut qui est la cible des experts. Il y a un risque majeur de régression sociale grave : CAP22 déplore que « *Les mobilités sont peu encouragées dans les parcours et sont contraintes, notamment par les différents corps. De plus, la gestion des ressources humaines dans la fonction publique est aujourd'hui beaucoup trop centrée sur des questions générales, d'ordre juridique autour du statut ou du contrat, et n'est pas suffisamment individualisée...* ». Autrement dit : à bas le statut ! Vive l'individualisation ! Mais « heureusement », le secteur privé arrive à la rescousse : « *Il est indispensable d'offrir une flexibilité accrue aux chercheurs et enseignants-chercheurs pour qu'ils puissent bénéficier de carrières dynamiques et envisager des mobilités y compris vers le secteur privé,...* ». Dans ce but il faut aussi « revoir la formation des enseignants ». Et pour être bien certain que les règles de « management » du privé seront appliquées au sein de la Fonction Publique, « les talents venant du privé » seront privilégiés pour l'accès aux emplois de cadres dirigeants ! Et si cela n'était pas assez clair, de façon générale, CAP22 suggère « *d'élargir le recours au contrat de droit privé comme voie "normale" d'accès à certaines fonctions du service public...* » et propose carrément de « *donner la possibilité au management de négocier des accords dérogatoires au cadre de la fonction publique, sur l'ensemble des points du statut (rémunération, temps de travail, mobilité ...) et de mettre en place des accords sociaux locaux, y compris d'intéressement collectif...* ». La mise en route de nombres de ces éléments - non exhaustifs - est déjà effective, notamment dans le cadre des chantiers « Refonder le contrat social » de la direction générale de la fonction publique.

Les organisations soussignées rejettent les mesures proposées par le Comité CAP22 et appellent les personnels à lutter contre leur mise en place. Nous sommes opposés au pilotage de l'ESR par la carotte financière indexée sur des critères de performance qui n'ont aucune pertinence dans les domaines de la recherche et de l'enseignement et à la remise en cause du statut du personnel de l'ESR.



FOCUS :

trois questions à Michel JALLAMION président de Convergence

De nombreuses initiatives de la Convergence, mobilisation, débats, conférence de presse,...

Michel Jallamion est intervenu à la journée de formation du CIDEFE le 11 octobre sur le thème : « Quel avenir pour les services publics de proximité ? ». Une interview a été réalisée à cette occasion.

Michel Jallamion est notamment président du collectif Convergence nationale pour les services publics, conseiller régional d'Ile-de-France.

1. Le gouvernement actuel a des projets concernant le service public de proximité : projet de loi « un Etat au service d'une société de confiance », « Action publique 2022 » ? Est-ce un vrai changement de cap par rapport aux gouvernements précédents, quelles conséquences à votre avis sur les services publics de proximité ?

Michel Jallamion. Pour l'essentiel, il s'agit des vieilles recettes de Margaret Thatcher rehaussées d'un soupçon de perversion des nouvelles technologies. C'est le rêve des libéraux : une société débarrassée du programme du CNR, des services publics de proximité, de la fonction publique et de la sécurité sociale. Ce rêve avance sous nos yeux : fin de l'égalité d'accès, de l'aménagement du territoire, la charité remplaçant la solidarité... Être un vieux projet ne l'empêche pas d'être gravissime.

2. De nombreux maires se mobilisent pour défendre les services publics de leur commune. Sentez-vous des changements notables en ce moment sur la mobilisation ?

Michel Jallamion. De partout des maires et des collectivités se mobilisent sur la santé, la Poste, l'Education, l'eau, le rail, l'accueil des migrants, la formation, l'orientation, la sécurité... Ceci est palpable. Mais référencer ces luttes reste difficile alors que c'est un impératif à leur visibilité et donc à leur victoire. Nous devons travailler à leur convergence au niveau national car sinon l' élu-e local-e se trouve, in fine, seul-e face à des représentants de l'Etat et des services publics totalement cyniques, patients et méthodiques. Il manque une perspective politique d'alternative que nous devons travailler à dessiner.

3. En tant que conseiller régional, mais surtout président de Convergence nationale pour les services publics, quelle devrait être, à votre avis, la place des élu-e-s locaux au sein même des services publics de proximité ?

Michel Jallamion. Les élu-e-s, les personnels et les usagers doivent avoir leur mot à dire dans la gestion et le contrôle des services publics. Il est anormal que les instances existantes comme les commissions départementales de présence postale territoriale ne soient que des chambres d'enregistrement, au mieux d'information. Il devrait y avoir une obligation de rapport public annuel vis-à-vis des élu-e-s. Pourquoi pas aussi un droit d'enquête via une commission sur le modèle des Cours des Comptes régionales gérées par des élu-e-s, des représentant-e-s des personnels et d'usagers pour s'assurer de la gestion en conformité avec l'intérêt général ? Les élu-e-s avec l'aide de leurs concitoyen-ne-s pourraient également référencer les besoins locaux dans le cadre d'un état des lieux national sur les services publics par exemple tous les 3 ou 5 ans ... Les élu-e-s locaux font nécessairement partie de la perspective politique qu'il nous faut tracer.

SECURITE SOCIALE

Une action résolue à mener pour défendre la sécurité sociale

Dans le fil du rapport Action publique 2022, l'objectif est le s'attaquer à la sécurité sociale . Une des voies d'entrée est de saper ses ressources avec la multiplication des suppressions de cotisations sociales décidées par le gouvernement sans contrepartie pour la sécurité sociale.

Ainsi que l'a indiqué le ministre du budget et des comptes publics M. Darmanin lors de la réunion de la Commission des comptes de la Sécurité sociale du 25 septembre dernier, « les règles de partage du financement de la baisse des prélèvements obligatoires entre l'Etat et la Sécurité sociale seront rénovées. L'Etat continuera d'assurer une compensation stricte par crédits budgétaires des exonérations ciblées de cotisations sociales. Les autres baisses de prélèvements obligatoires seront désormais, pour celles créées à compter de 2019, supportées par la sphère à laquelle le prélèvement est affecté. Ainsi par exemple, l'exonération de cotisations sur les heures supplémentaires sera financée par la Sécurité sociale. »

Une excellente nouvelle ! L'ensemble des caisses nationales de Sécurité sociale ont refusé de donner un avis positif sur le PLFSS 2019. C'est un rejet historique de la remise en cause de l'autonomie des finances sociales à l'égard du budget de l'Etat.

Il faut que cela constitue un point d'appui et de confiance pour toutes les organisations qui œuvrent au progrès social. Il est grand temps de se mobiliser pour sauver notre Sécurité Sociale ! La convergence appelle au développement d'initatives à tous les niveaux en ce sens.



COORDINATION NATIONALE DES HOPITAUX ET MATERNITES DE PROXIMITE



Lure le 12/10/2018

« MA SANTÉ 2022 » : LA FIN DE L'ACCÈS AUX SOINS DE PROXIMITÉ

La Coordination, réunie lors de sa 30^{ième} rencontre nationale à Luçon, a analysé les annonces du plan « Ma santé 2022 » présenté par le Président de la République le 18 septembre dernier.

Nous dénonçons l'approche qui consiste à renvoyer les problématiques prégnantes de notre système de santé sur sa mauvaise organisation et à nier le sous-financement chronique dont il souffre depuis des années, en particulier à l'hôpital et dans les EHPADs, avec entre autres un manque cruel de personnels.

C'est d'autant plus scandaleux que de nouvelles restrictions budgétaires sont annoncées à hauteur de 3,8 milliards d'euros

Nous prenons acte positivement de la suppression du numerus clausus, proposition que nous portons officiellement depuis 2006 et plus récemment au travers de notre pétition nationale « Stop à la catastrophe sanitaire annoncée, exigeons l'accès aux soins pour toutes et tous » *. Cependant, cette seule annonce ne suffira pas à régler la question de la démographie médicale et des déserts médicaux qui en découlent.

En effet, il n'a été défini ni d'objectifs quantitatifs (combien de médecins par an), ni les moyens nécessaires aux universités pour accueillir d'avantage d'étudiants. Par ailleurs il n'est pas fait mention d'une évaluation des besoins sur les territoires. Ces mesures, au mieux, apporteront une réponse dans une dizaine d'années, temps de formation d'un médecin.

Concernant l'hôpital public, avec l'annonce de la refonte en trois niveaux d'hospitalisation, c'est la poursuite et l'accélération des restructurations : de 250 à 350 hôpitaux supplémentaires verraient la fermeture de leur maternité, leur chirurgie, leur service de spécialités, leur service d'urgences, leur radiologie et deviendraient des hôpitaux de proximité « coquille vide ». Il y a donc tromperie dans le discours gouvernemental sur les structures de proximité.

L'ouverture des groupements hospitaliers de territoire au secteur privé se traduira par une privatisation de pans entiers d'activité. A terme, on peut craindre que la notion même d'hôpital public et de ses missions disparaissent au profit d'un modèle semblable à celui des États Unis.

L'e-médecine, outil qui devrait permettre une mise en relation des professionnels, un complément dans leurs pratiques, n'est vu que comme un moyen de les remplacer.

La relation dans le « prendre » soin des patients est totalement absente des objectifs de ce plan de santé.

.../...

.../...

S'agissant des EHPAD et de la perte d'autonomie, ils ne sont qu'à peine évoqués, alors qu'il manque des dizaines de milliers de postes.

La Psychiatrie, sinistrée perd de plus en plus sa spécificité.

En conclusion, face aux alarmes lancées depuis des mois dans le secteur de la santé, le gouvernement n'entend pas et poursuit dans la même voie : politique d'austérité et réductions des dépenses publiques, fermetures de services et suppressions de postes de soignants, glissement de la prise en charge par l'assurance maladie vers les complémentaires...

La Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité demande l'arrêt des fermetures et restructurations des établissements de santé publics de proximité et exige le retour à un maillage territorial égalitaire permettant de répondre aux besoins des populations partout :

- Multiplication des centres de santé, structures publiques plutôt que les maisons de santé, structures privées
- Maintien et extension des sites hospitaliers de proximité avec services d'urgence et SMUR, Chirurgie, Médecine, Maternité, radiologie et Laboratoire, le partenariat avec des établissements de niveau supérieur quand la prise en charge le nécessite
- La définition du nombre de généralistes et de spécialistes en fonction des besoins des territoires
- La remise en question de la liberté d'installation, une régulation assurant leur répartition en fonction des besoins, tant en ville qu'à l'hôpital.
- Des moyens pour une politique de santé répondant aux besoins de toutes et tous, avec une Sécurité Sociale ayant pour objectif le 100%, de la prévention à la dépendance, en passant par le soin et l'éducation thérapeutique, indépendante et gérée de façon démocratique.
- Suppression des exonérations de cotisations sociales patronales et reversement des excédents budgétaires de la Sécu à l'Hôpital public et aux EHPADs à but non lucratif.

<https://www.mesopinions.com/petition/sante/stop-catastrophe-sanitaire-annoncee-exigeons-acces/37000>



COORDINATION NATIONALE
des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité
(Fondée à Saint Affrique en avril 2004)
Siège social : 1 rue Jean Moulin 70200 LURE
Secrétariat : Lundi : 8h45-11h15 et 13h40-17h30 / Mardi : 8h45-14h45 / Jeudi : 8h45-11h15 / Vendredi : 13h40-16h15
Tél : 09 67 04 55 15
SIREN : 503 711 988 - SIRET : 503 711 988 00025
Association agréée - Arrêté du 06/06/2018 - N2017RN0146
Site : <http://coordination-defense-sante.org/>
Contact : cda12550@coordination-defense-sante.org
Présidente : Héliène DERRIEN derrien.h29@gmail.com
Adresse : 5 impasse Emmy Leuze Hirschfeld - 29900 CONCARNEAU - Tél 09 53 28 95 10 - 06 77 36 35 98
Vice-Présidente : Rosine LEVERRIER boudchoum@wanadoo.fr
Adresse : 5 Rue Barbey d'Aurévilly – 14500 VIRE - Tél 02 31 67 07 54 - 06 41 29 08 02

COMITE NATIONAL POSTE



Est reproduite ci-dessous l'intervention de François Auguste à l'université d'été d'Attac d'Août 2018.

Ouvrir des pistes nouvelles pour la Poste à l'occasion de l'élaboration du nouveau contrat de présence postale territoriale.

Mon intervention expose 3 idées :

- Pour augmenter son chiffre d'affaires et ses profits, l'entreprise la poste détricote le service public de la poste, avec l'aval du gouvernement
- Cette politique ne passe pas comme une lettre à la poste à des luttes offensives pour la reconquête des services publics dans les territoires ?
- Comment passer de luttes offensives contre les fermetures de BP à des luttes offensives pour la reconquête de SP dans les territoires ?

1) Pour faire passer sa politique, le groupe la Poste cherche à imposer la « novlangue postale »

Ce n'est pas anodin, il s'agit de diffuser un brouillard de fumée pour masquer sa politique.

Il n'y a plus d'usagers, il y a des clients.

Il n'y a plus de fermetures, il y a des transformations (à Grenoble, ils parlent même de « changement d'adresse » pour une fermeture).

Il y a des « réorganisations » pour des mesures qui s'apparentent à une totale « désorganisation ».

Nous pensons, au collectif Poste de Convergence, qu'il ne faut pas céder face à la novlangue postale et employer les mots justes : usagers, service public, fermeture des bureaux de poste, désorganisations ... Cette bataille des mots qui est une bataille d'idées, est importante et n'est pas sans effet pour démasquer cette politique.

On pourrait dire la même chose du mot « résultats financiers » pour parler des profits financiers dont l'augmentation est l'obsession de la Poste.

La Poste marche bien paraît-il, parce qu'elle fait près d'un milliard de profits par an.

Mais pour arriver à ça, rien ne va plus pour les salariés de la Poste dont les effectifs ont beaucoup reculé, qui subissent une précarisation massive à chaque « désorganisation », chaque suppression de tournée, et aussi la sous-traitance de la livraison des colis à domicile dans des conditions souvent scandaleuses, qui ont par exemple provoqué la mort d'un salarié il y a quelques années et pour laquelle la Poste va passer en correctionnelle !

Rien ne va plus pour les usagers qui subissent les réductions d'horaires, arme redoutable utilisée par la Poste pour diminuer la fréquentation, prétexte pour fermer les bureaux de poste.

Rien ne va plus pour les élus locaux qui subissent déjà l'austérité généralisée et à qui on demande de fournir du personnel pour gérer les agences postales communales qui remplacent les bureaux de poste avec moins de services, en échange d'un pactole de 1000 euros par mois, financé par le fonds de péréquation alimenté par ... la fiscalité locale !

A en croire la Poste, tout le mal viendrait de la baisse du volume du courrier. Il ne s'agit pas de nier ce fait, lié à l'arrivée du numérique. Mais on oublie de dire que l'activité colis et celle de la banque postale sont bénéficiaires. Du coup, la Poste veut revenir aux bons vieux services que les postiers rendaient aux usagers à une époque où les tournées n'étaient pas millimétrées comme aujourd'hui. Et surtout, ils ne sont plus gratuits, partie intégrante du service public, ils sont payants, marchandisés !

Les personnes âgées qui veulent tailler une bavette avec leur factrice ou facteur pendant quelques minutes doivent payer 19 euros par semaine !

Le gouvernement soutient cette politique. Il la soutient financièrement puisqu'il lui accorde 320 millions d'euros /an depuis 3 ans, soit près d'1 milliard d'euros. Il bénéficie en retour des bénéfices de la Poste puisqu'il en est le principal actionnaire (depuis, on a appris qu'il s'est désengagé au profit de la Caisse des dépôts : à quand la privatisation intégrale ?) et il accepte sans broncher la dégradation du service public pour les usagers et celle des conditions de travail des salariés.

2) Cette politique rencontre de sérieux obstacles partout où elle est mise en œuvre .

De nombreuses luttes rassemblant les élus locaux, les syndicalistes, les usagers, et même parfois les unions de quartiers, comme à Grenoble, imposent des reculs. Certaines de ces luttes sont victorieuses. En général, c'est lorsqu'un tryptique a été construit entre les usagers, les syndicalistes et les élus. Cela demande du temps, de la persévérance et une pratique unitaire, participative et démocratique. La réunion dans l'action de ces trois composantes est une force importante. Elle pose de sérieux problèmes à la Poste qui oscille entre acceptation et refus du dialogue mais choisit dans les faits le refus du dialogue dans la plupart des cas. Le rôle des maires, des élus locaux est très important dans ces luttes et dans ce tryptique. C'est la raison pour laquelle la direction de la Poste a essayé de faire sauter l'obstacle que représente l'accord préalable des maires et des conseils municipaux à toute transformation d'un bureau de poste en agence postale communale (APC) ou en relai de poste urbain (RPU). Cela a été l'objet d'un bras de fer à l'intérieur même de l'AMF (association des maires de France) et avec la Poste au moment de la renégociation du CPPT (contrat de présence postale territoriale) qui a lieu tous les 3 ans. La bataille menée alors par des élus de gauche, des élus communistes et même une partie d'élus de droite n'a pas permis à la Poste d'obtenir une totale satisfaction. L'accord préalable du maire a été maintenu pour un nombre non négligeable de bureaux de poste, et pour les autres bureaux de poste, le maire peut donner un avis et en principe un deuxième avis. Je dis en principe car à Grenoble la Poste n'a pas l'intention de répondre à la sollicitation du maire de pouvoir donner un 2^{ème} avis sur une nouvelle proposition de la Poste ; ce en quoi elle ne respecte pas le CPPT.

3) comment donner un caractère plus offensif aux luttes actuelles ?

Toute lutte contre la fermeture d'un bureau de poste est déjà offensive car elle contrecarre la recherche de rentabilité financière au détriment du service public. Mais si on veut faire progresser des solutions politiques alternatives il faut avancer des pistes nouvelles susceptibles de rassembler POUR et pas seulement CONTRE.

On peut avancer sur 4 pistes : la reconquête des services publics dans les territoires, le financement d'un développement du service public et pas de sa régression, le développement de la démocratie citoyenne et du tryptique élus syndicalistes usagers, un vaste processus citoyen pour renégocier le CPPT 2019-2022. Conscients de l'effet désastreux de sa politique dans les territoires, la Poste et le gouvernement ont décidé de créer des maisons de service au public(MSAP). Il s'agit d'en créer 1000, dont 500 par la Poste dans des bureaux de poste. Cela fait 3 ans que cette idée a été lancée et on ne peut pas dire que le succès soit au rdv, comme la Poste le reconnaît en interne.

Nous avons décidé de mettre en place un groupe de travail à la fête de l'Humanité pour imaginer un projet de reconquête des services publics dans les territoires. Il ne s'agit pas de se positionner / MSAP mais de construire un projet partagé avec les syndicalistes et les usagers de la Poste, de la santé, et des hôpitaux, des transports, de l'Education nationale, de la culture, pour reconstruire du et des SP dans les territoires, de manière participative avec des financements nouveaux et donc une nouvelle politique nationale en faveur du développement des SP .

Le CPPT va être renégocié pour la période 2019-2022. Ne faut-il pas enclencher un vaste processus citoyen de « renégociation progressiste », avec les élus de l'AMF, les syndicats et l'ensemble des usagers avec pour objectif le « retour au SP » en proposant des axes de développement, de financement, de démocratisation ? Nous en discuterons lors de la réunion évoquée à la fête de l'Humanité.

ACTIONS LOCALES

Défense du service public de la Poste dans le Val-de-Marne (94)

Ce mercredi 17 octobre, élus, usagers et syndicalistes du Val de Marne ont manifesté afin de s'opposer aux fermetures de bureaux ou aux réorganisations d'horaires devant Bercy. Le rassemblement réunissait des syndicalistes postiers, la Convergence des services publics, des usagers et plusieurs élus de tout bord. Étaient présents le président PCF du conseil départemental Christian Favier ainsi que le président de l'association des maires du Val-de-Marne, Hervé Gicquel (Charenton, LR), des maires Régis Charbonnier (Boissy-Saint-Léger, PS), Stéphanie Daumin (Chevilly-Larue, PCF), Hélène de Comarmond (Cachan, PS), Marie Chavanon (Fresnes, PS), Christian Fautré (Champigny, PCF), Patrick Douet (Bonneuil, PCF), Christine Janodet (Orly, Gauche citoyenne). D'autres villes étaient représentées (Créteil, Gentilly, Bry, Saint-Maur). Quatre parlementaires étaient présents les sénateurs Pascal Savoldelli (PCF), Laurence Cohen (PCF), Sophie Taillé-Polian (Génération-s) et la députée Mathilde Panot (LFI). Ils étaient soutenus par des militants Parisiens de la Convergence des Services Publics.

Pourquoi s'adresser au ministère des Finances ce 17 octobre ?

- Parce que c'est l'Etat qui est propriétaire de La Poste.
- Parce que La Poste réalise des bénéfices depuis plusieurs années, qu'elle reverse en partie à l'Etat.
- Parce que l'Etat verse à La Poste des centaines de millions d'euros chaque année au titre du CICE.

Ce rassemblement avait pour but d'obtenir :

- la distribution du courrier tous les jours du lundi au samedi
- la réduction de l'attente aux guichets
- le maintien et la création de bureaux de Poste de proximité et de plein exercice
- des embauches de personnels titulaires pour le maintien et le développement du service public postal

Depuis plus de deux ans, La Poste organise la casse du service public postal dans le Val-de-Marne :

- pas de distribution du courrier pendant plusieurs jours voire plusieurs semaines dans les boîtes aux lettres ;
- fermetures inopinées de bureaux de Poste.
- réduction des horaires d'ouverture au public de 14 bureaux de Poste dans le département en 2016.
- fermeture définitive de quatre bureaux de Poste à Charenton, Le Perreux, Fontenay et Noisieu en 2017
- suppression de 72 tournées de distribution du courrier (et donc de 72 emplois de facteurs) depuis mai 2017, dans 33 communes du Val-de-Mame.
- substitution des emplois stables et formés par des emplois précaires (intérim et CDD) et maltraitance du personnel.

Cette politique se poursuit en 2018 : -réorganisation progressive de la distribution du courrier dans le Val-de-Mame à partir de 2018 pour faire distribuer une partie du courrier l'après-midi au lieu du matin.- réduction drastique des horaires d'ouverture de bureaux de Poste : moins une heure par jour depuis mai 2018 à Champigny Coeuilly, moins 20 % à Maisons Alfort les Planètes et moins 27 % à St Maur la Pie à partir de septembre 2018.-annonce de la fermeture définitive des bureaux de Poste de Boissy l'Orangerie et de Cachan la Plaine d'ici la fin 2018, menace de fermeture de La Varenne Champignol en début 2019.Si le projet de La Poste depuis 2016 est de fermer au moins 28 bureaux dans le Val-de-Marne, force est de constater qu'il a en partie été mis en échec par l'action des usagers, des élus et des postiers, comme au bureau de Villejuif les Lozais. Mais toutes les communes du département sont menacées.

En 2017, un rassemblement à Bercy à l'initiative de Christian Favier, Président du Conseil Départemental du Val-de-Marne, avait contraint le précédent gouvernement à ralentir le programme de fermetures de bureaux dans le département. De nombreuses actions locales (vœux de conseils municipaux, signatures de pétitions, rassemblements devant les bureaux de Poste) ont eu lieu depuis deux ans : à Boissy, Cachan, Fontenay, Ablon, Saint Maur, Champigny, au Perreux et récemment à Chevilly, Joinville, Maisons Alfort, souvent en présence d'élus municipaux et départementaux. Il faut poursuivre, renforcer et amplifier cette mobilisation des organisations politiques et syndicales.

LA VIE DES COMITES

COMITE DE VIGILANCE DE HAUTE-SAONE

La Poste mène depuis maintenant des années une politique de destruction du service postal.. Elle cherche à diminuer de manière colossale les bureaux de plein exercice. Tous les territoires ruraux et urbains, y compris dans les quartiers sensibles, sont touchés par des fermetures. Ces bureaux sont remplacés par des agences en mairie, ou des commerces, ou rien...

Ainsi, à **Vaivre, près de Vesoul**, le bureau a été fermé deux semaines en août « en raison des prévisions de restriction d'activité pendant la période estivale » et la municipalité craint une prochaine restriction des horaires d'ouverture. Deux usagers ont fait signer spontanément une pétition de protestation qui a recueilli plus de 1200 signatures.

Le **Comité de vigilance pour le maintien des services publics de proximité en Haute Saône** soutient cette initiative comme toutes celles qui visent à défendre et à améliorer tous les services publics, notamment dans nos territoires actuellement ceux concernant les transports (Paris-Bâle, guichets menacés...), les trésoreries (risques sur Champagny, Villersexel, Gy...), la pénitencière (maison d'arrêt de Lure promise mais non actée), la santé (regroupement de services et manque de professionnels)...

Pour nous le **SERVICE PUBLIC POSTAL** malgré son changement malheureux de statut, reste un essentiel service public qui contribue autant que d'autres à maintenir le ciment social et citoyen et à assurer la solidarité territoriale dans notre pays.

Ces nouveaux points de contacts sont loin de faire les mêmes opérations que les bureaux de poste de plein exercice. Tout juste du dépannage, un service bancaire très réduit, pas ou peu de confidentialité, aucune réelle garantie de pérennité.

En région Franche Comté, La Poste ambitionne de passer de 196 bureaux à 67 en fin d'année 2018 !!!

Pour préparer le terrain, les bureaux sont d'abord fermés pendant la période estivale et pendant les absences du personnel car les moyens de remplacements sont insuffisants. Les horaires d'ouverture au public sont réduits et morcelés, obligeant ainsi les usager-e-s à prendre d'autres habitudes, faire des services en ligne ou même renoncer à des opérations.

La distribution est aussi maintenant problématique avec les suppressions d'emplois et les réorganisations récurrentes qui dégradent la qualité du service rendu. **Le secteur de Vesoul va y être confronté fin octobre.**

Les personnes âgées, en difficulté sociale, à mobilité réduite sont les plus pénalisées par la disparition des services publics de proximité.

La prise de contrôle de la Poste par la Caisse des Dépôts et Consignation à grand renfort de communication est présentée comme la création d'un pôle public financier. Le maintien de fermeture de bureaux serait un bien mauvais signe.

C'est pourquoi le Comité de vigilance préconise un moratoire des fermetures de bureaux et l'ouverture d'un débat ouvert à toutes et tous, usager-e-s, élu-e-s, associations, syndicats, sur le service public postal.

Le conseil d'administration du Comité de Vigilance Lure le 10/10/2018

PARIS

Le 10 octobre s'est tenue à Paris une première réunion pour la création d'un nouveau collectif parisien.

DES COMMUNES S'ENGAGENT POUR LA DEFENSE DES SERVICES PUBLICS

Malakoff

A l'initiative de Jacqueline Belhomme, maire de Malakoff (92) et du Collectif pour les Services Publics, une campagne d'information et de promotion des services publics a été lancée le 9 octobre.

Montreuil

Le conseil municipal de Montreuil (93) a voté à l'unanimité l'adhésion de la ville à la Coordination Eau Île-de-France. Cette décision marque l'enracinement et l'élargissement de l'action en faveur de la gestion publique à Montreuil. Et invite à « passer aux prochaines étapes de l'action ». La mise en place au niveau d'Est Ensemble, d'une équipe dédiée à la préparation du passage à la gestion publique est une nécessité, indique l'association.

Contact : Coordination eau coordination@eau-iledefrance.fr

Jean-Claude Oliva, directeur
Coordination eau Ile-de-France
135, rue Anatole France
93170 Bagnole
Port : 06 22 72 25 59



Vous avez des articles à nous proposer, des réflexions, des annonces d'actions, des contacts à nous faire connaître ? N'hésitez pas à nous contacter par courriel aux adresses suivantes :

www.convergence-sp.fr

ConvergenceServicesPublics@gmail.com

Et à commander le Manifeste des services publics du 21ème siècle :
3 € l'exemplaire

15€ les 10 exemplaires
20€ les 20 exemplaires ou plus

chèque à l'ordre de "Convergence Services Publics"
adresse d'envoi :
Convergence Services Publics
c/o Francis GUISSARD, trésorier
Appt A51
41 rue des terres au curé
75013 PARIS



les éditions / Arane 1/